

ATTENDU QUE cet accord vise à développer entre le Québec et la Flandre un partenariat global pouvant couvrir l'ensemble de leurs champs de compétence et plus particulièrement dans les domaines de la culture, des médias, de l'économie, de la science et de la technologie, de la jeunesse, des sports, de la santé, du bien-être social et des multimédias ;

ATTENDU QUE cet accord constitue une entente internationale au sens de l'article 19 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (L.R.Q., c. M-25.1.1), modifié par l'article 4 du chapitre 8 des lois de 2002 ;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 20 de cette loi, modifié par l'article 5 du chapitre 8 des lois de 2002, les ententes internationales doivent, pour être valides, être signées par le ministre des Relations internationales et entérinées par le gouvernement ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre d'État aux Relations internationales, ministre des Relations internationales, ministre responsable de la Francophonie et ministre responsable de l'Observatoire de la mondialisation :

QUE l'Accord conclu entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la Flandre le 5 mars 2002, dont le texte est joint à la recommandation ministérielle du présent décret, soit entériné.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JEAN ST-GELAIS

39152

Gouvernement du Québec

### **Décret 1061-2002, 11 septembre 2002**

CONCERNANT l'Entente de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État du Wisconsin

ATTENDU QUE le 26 septembre 2000, lors de la rencontre tenue entre le premier ministre du Québec et le gouverneur de l'État du Wisconsin, le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État du Wisconsin ont signé une entente visant à encourager et à favoriser la coopération entre les Parties dans les domaines de leur compétence, et principalement dans ceux du commerce, de l'économie, de la technologie, de l'éducation, de la formation professionnelle et technique et du développement de la main-d'œuvre, de la jeunesse, de la culture, de l'agriculture et de l'alimentation ;

ATTENDU QUE cette entente a pour but également d'encourager les échanges dans ces domaines entre les organismes, les établissements d'enseignements et les entreprises du Québec et du Wisconsin ;

ATTENDU QUE les Parties, si elles le jugent opportun, peuvent élargir l'entente afin d'augmenter les niveaux de coopération et de les compléter, le cas échéant, par des instruments relatifs à des secteurs ou à des activités spécifiques ;

ATTENDU QUE l'entente prévoit aussi que les activités et les projets à réaliser seront établis dans le cadre d'un programme biennal de coopération, dans les domaines d'intérêt commun ;

ATTENDU QUE cette entente de coopération constitue une entente internationale au sens de l'article 19 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (L.R.Q., c. M-25.1.1), modifié par l'article 4 du chapitre 8 des lois de 2002 ;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 20 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, modifié par le paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 5 du chapitre 8 des lois de 2002, les ententes internationales doivent, pour être valides, être signées par le ministre des Relations internationales et entérinées par le gouvernement ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre d'État aux Relations internationales, ministre des Relations internationales, ministre responsable de la Francophonie et ministre responsable de l'Observatoire de la mondialisation :

QUE l'Entente de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État du Wisconsin, dont le texte est annexé à la recommandation ministérielle du présent décret, soit entérinée.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JEAN ST-GELAIS

39153

Gouvernement du Québec

### **Décret 1062-2002, 11 septembre 2002**

CONCERNANT une entente de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République du Chili

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République du Chili ont signé à Santiago, le 9 mai 2002, une entente de coopération ;